

°
JOURNAL des ÉTUDIANTS " P. S. U. " de DIJON.

PERSPECTIVE SOCIALISTE

Section étudiante PSU

n° 2 - Janvier - Février 66

S O M M A I R E

SOMMES-NOUS "ENCORE" EN RÉGIME CAPITALISTE ?

Curieuse question en ce temps des vérités toutes faites et des dogmes intangibles.

Naïve interrogation au siècle des frigidairès, des machines à laver et à la veille de "notre" civilisation des loisirs.

Scrupule d'intellectuel de gauche ?

Idéalisme ?

Qu'importe !

La question mérite d'être posée.

Nous allons essayer d'y répondre.

/ INTRODUCTION /

Historiquement le Capitalisme a connu des phases très différentes : il s'est surtout développé au 19ème siècle, grâce au climat libéral favorable à la libre concurrence, et a subi, depuis, un certain nombre d'aménagements.

Nous nous proposons, dans ce numéro, d'en présenter une rapide critique, aussi bien dans ses structures permanentes (1er point) que dans ses récentes évolutions (2ème point).

Nous aborderons dans un prochain numéro, le problème de "l'alternative socialiste".

Ière Partie

/ LE CAPITALISME CLASSIQUE /

1) Au capitalisme commercial et financier des 16e et 17e siècles a succédé le capitalisme industriel des 18e et 19e siècles.

Dans les deux cas, le système capitaliste reste caractérisé par :

- la propriété privée des moyens de production (opposition capital-travail);
- la liberté d'entreprise garantie par la neutralité de l'Etat (conception de l'Etat gendarme - arbitre des concurrents);
- l'appropriation privée de la plus-value du travail productif de l'ouvrier.

A travers les modifications et les crises de régime économique, une chose demeure : le PROFIT qui reste le moteur et le gouvernail de l'économie. O

2) La récente déclaration du C.N.P.F. (19 janvier 1966) illustre bien la permanence de la problématique classique du Capitalisme et corrobore la politique gouvernementale :

- En affirmant la thèse de la libre création et du libre développement des entreprises dans le respect des "lois économiques naturelles",
- En défendant la légitimité et le bienfait du profit qui n'est pas "un prélèvement abusif au détriment des salaires", 'mais "le moteur essentiel de la croissance, la contrepartie du risque et la sanction d'une bonne gestion profitable à la collectivité",
- En déclarant, comme s'il s'agissait d'un axiome, que la gestion des entreprises ne supporte, en aucune manière, le partage des responsabilités, que ce soit sous la forme de la co-gestion ou celle,

.../...

plus bénigne de l'intéressement des ouvriers aux bénéfices des entreprises.

- En niant que l'Etat ait d'autres responsabilités que de collectiviser les dépenses générales de l'économie, et de protéger et garantir l'appropriation privée des bénéfices.

Voici le Capitalisme traditionnel auquel s'accroche désespérément le C.N.P.F. - En fait, son analyse ne correspond déjà plus au "Nouveau visage" du Capitalisme.

2ème Partie

"UN NOUVEAU VISAGE" /

Analysons maintenant les transformations économiques les plus importantes et les modifications qu'elles ont entraînées au niveau des structures sociales.

A) Evolution économique :

L'économie capitaliste libérale reposait, en fait, sur deux éléments :

- des entreprises individuelles concurrentes les unes des autres qui représentaient le pouvoir économique ;
- l'Etat qui détenait le pouvoir politique, mais qui n'intervenait, en aucun cas, dans la vie économique (Laisser faire - laisser passer).

Tel était le "modèle primitif". L'évolution du Capitalisme a fait voler en éclat ce vieux schéma,

I - Au niveau des Entreprises :

La libre concurrence entre entreprises parfaitement autonomes est remplacée par l'entente entre entreprises que nécessitent les progrès techniques : d'où toute une série de transformations.

a) La constitution d'ententes ou cartels qui portent sur les prix, le volume de la production et les salaires.

b) Le processus de concentration constamment accéléré. Cette concentration est horizontale (exemple : pour le pétrole et l'automobile), ou verticale, monopolisant tout le processus de production (exemple : KRUPP qui possède des mines de charbon, des compagnies de navigation, des aciéries, des chantiers navals et des Entreprises de construction mécanique).

Quelques chiffres : Aux Etats-Unis, les 200 sociétés Industrielles les plus importantes réalisent 40 % du chiffre d'affaires industriel !

En France, 46% du chiffre d'affaires national est réalisé par 0,24% seulement des entreprises !

.../...

Le phénomène est le même en ce qui concerne la concentration financière.

c) L'apparition de sociétés par actions qui "diffusent" la propriété, concentrent considérablement les pouvoirs de décision, car désormais, l'actionnaire ne commande plus, vu l'extrême dispersion des actions entre des milliers de petits actionnaires et l'absence de ceux-ci aux assemblées générales.

On estime qu'actuellement 1% d'actionnaires votant pour 35 à 50% du capital total prennent les décisions, c'est-à-dire approuvent généralement les propositions et l'action du C.A. sortant, où ils sont largement représentés. Ainsi la Banque ROTSCCHILD et la Compagnie GENERALE D'ELECTRICITE (l'une avec 2% du Capital, l'autre avec 1%) contrôlent à elles deux : PECHINEY.

De ces éléments, retenons deux conclusions générales apparemment contradictoires.

a) Le capitalisme moderne a réussi tout à la fois à diffuser la propriété et à concentrer les pouvoirs de décision. Le résultat en est que les décisions du directeur, lorsqu'il arbitre entre les propositions de ses divers services, sont de plus en plus inspirées par des motivations venues de l'extérieur (conditions douanières, fiscales, monétaires), ce qui explique la nécessité de contacts avec les organismes publics de la Statistique et de la Planification).

b) Les progrès de l'automation et les investissements exigés dépassent de plus en plus les possibilités des entreprises, même associées, d'un seul pays, et exigent des regroupements régionaux ou internationaux. François Perroux a bien mis en évidence l'importance de ces "pôles de développement moderne" qui débordent les frontières, couvrent parfois le monde entier et aboutissent à la constitution d'Etats internationaux "verticaux", comme les compagnies pétrolières, qui vident de toute substance la soi-disant souveraineté des états territoriaux. (Autre exemple : Général MOTORS, dont le budget est aussi élevé que celui de la France).

Les entreprises se sont modifiées. Mais les transformations les plus importantes du Capitalisme ne sont pas là. Elles résident dans la nouvelle fonction assignée à l'Etat.

2) Au niveau de l'Etat

En effet, l'Etat a été amené à intervenir de plus en plus dans la vie économique. Jusqu'à 1930, il s'était limité à un certain interventionnisme social (Législation ouvrière, c'est-à-dire : salaires indirects, allocations familiales, retraites, S.S.). La crise économique, partie des Etats-Unis et qui s'étend ensuite à l'Europe, l'oblige à intervenir dans le domaine économique. Partout, les gouvernements sont intervenus (Nationalisations et crédits) et, dès la deuxième guerre mondiale, on les a vus même intervenir directement dans la production en nationalisant des secteurs entiers, en établissant des plans, fixant des buts, imposant des priorités. (Voir les différents plans français).

.../...

Quels sont les moyens dont dispose actuellement l'Etat pour intervenir dans la vie économique ?

- 1) Le budget national qui représente environ le 1/3 du produit national brut, et qui est redistribué sous forme de salaires, subventions,
- 2) L'impôt qui alimente le Budget (19% du P.N.B.),
- 3) La législation sociale et familiale,
- 4) La planification et ses corollaires (action sur le crédit, Statistique, etc...).

Ce qu'il faut retenir de cette évolution du "capitalisme d'état", et de l'expérience de ces vingt dernières années, c'est que :

- 1) Le capitalisme des crises périodiques a disparu entre 1929 et 1935.

Sa puissance économique et sa croissance sont assurées (c'est la fin de la thèse "fataliste").

C'en est fini du "capitalisme de la misère".

- 2) Cette évolution consacre l'évolution du capitalisme libéral vers un "capitalisme monopolistique d'état".

B) Evolution sociale :

Les transformations économiques que nous venons d'analyser ont entraîné de profondes mutations dans les structures sociales, au niveau, des classes dirigeantes et de la classe ouvrière. La place nous manque pour analyser cette "nouvelle classe ouvrière" ; nous nous limiterons à la "nouvelle classe dirigeante".

• Certes, il reste un groupe, de "capitalistes purs", notamment dans la distribution, dans les petites entreprises à technique arriérée (cf. C.N.P.F.), dans les services liés au développement des loisirs (coiffure - hôtellerie - théâtre - cinéma). Ce groupe de "rétrograde" au sens conservateur et protectionniste du mot, joue un grand rôle sous la IVe République. Le déclin du parlementarisme et l'apparition d'un régime autoritaire a diminué considérablement ses possibilités d'action.

• En fait, l'étude de l'évolution de l'entreprise nous a appris (tout au moins en ce qui concerne la grande entreprise et le secteur moderne), que le pouvoir effectif était entre les mains des directeurs, des "managers", ingénieurs ou administrateurs qui, placés à leur tête, fixent les taux d'amortissement et le rythme des autofinancements. Après s'être vue dépossédée du pouvoir technique, la bourgeoisie voit son pouvoir limité par les technocrates spécialistes de la coordination, de la prévision et de la synthèse. Nouvelle classe, ces technocrates sont une "caste", qui s'ignore et qui se prétend "au-dessus des classes". Le technocrate se situe d'emblée à l'intérieur de la rationalité constituée de la Société, sans en remettre en cause les finalités. Il aménage, rationalise la machine économique dont il

.../...

connaît toutes les pièces et tous les mécanismes.

Cette analyse de la technocratie ne concerne pas seulement les entreprises privées, elle vaut aussi pour l'Etat. En effet, il s'est produit une véritable osmose entre directeurs publics et privés. Malgré le Statut de la fonction publique, les hauts fonctionnaires sont de plus en plus attirés par les grandes affaires où ils ont une rémunération très supérieure, et quelquefois une action plus efficace, et où ils apportent un souci de rationalité, de planification et de service public.

Ils sortent d'ailleurs des mêmes écoles où on leur apprend qu'à chaque problème peut être trouvée une solution objective, s'imposant à tout homme de bonne foi, pourvu qu'il ne soit pas perverti par les partis pris politiques.

Ainsi se constitue un Groupe Social Directeur qui devient de plus en plus l'Etat dans la mesure où il est déjà le pouvoir économique. En fait, la société moderne n'est plus capitaliste au sens primitif du mot, mais elle ne s'oriente pas pour autant vers une forme quelconque de socialisme. Il y a transfert du pouvoir de la propriété du Capital à la possession de la compétence et à l'appropriation de la science. Nous allons vers une société de plus en plus socialisée, mais dirigée par une minorité de techniciens autoritaires, décidant autoritairement du sort de tous.

Ainsi, malgré les progrès économiques réalisés (et qui sont dûs essentiellement au progrès des techniques et des sciences), de plus en plus les décisions sont prises par une aristocratie autoritaire qui impose sa volonté aux masses dont le sort est d'accomplir des travaux monotones, sans initiative ni responsabilité.

Les technocrates veulent organiser l'économie au service du bien commun dépassant à la fois "le vieux capitalisme libéral" et "le vieux socialisme". Ils souhaitent en fait un état fort qui leur permette de travailler pour le peuple, mais sans lui en raison de son incompétence.

3ème Partie

DE NOUVELLES CONTRADICTIONS

Au 19e siècle, le problème central était la contradiction existant entre une production sociale et une appropriation privée des moyens de production. Cette distorsion reste, certes, à la racine du problème, mais il convient de la nuancer. Dans la société néo-capitaliste nous décelons, en fait, deux contradictions majeures :

1° Les forces de production sont de plus en plus internationales et se heurtent à une possession effective, sinon à une appropriation juridique des moyens de production à caractère étroitement national. Risque de conflits. (Les anciens prolétaires de

.../...

l'Europe constituent aujourd'hui la couche inférieure de la classe privilégiée défendant ses privilèges contre les masses sous-développées (cf. Cartiérisme).

2° Ce qui sépare aujourd'hui les hommes, c'est moins le sentiment d'exploitation découlant de la propriété privée, que le sentiment d'oppression et d'aliénation résultant de la soumission à une autorité commune et étrangère. Dans le néo-capitalisme, que certains appellent déjà le "Socialisme de la Redistribution" (cf. les idées de "nouveau contrat social"), ce qui peut unir tous les salariés, c'est-à-dire, en fait, la majorité de la Nation, c'est la recherche d'une démocratie économique et sociale, permettant aux travailleurs de briser les forces d'oppression qui pèsent sur eux.

L'idée socialiste est née de la lutte contre la misère ouvrière du 19e siècle. Elle est apparue avec l'idée de justice sociale. Le Néo-Capitalisme de la Répartition (sinon de l'Abondance : n'oublions tout de même pas les "Smigards") lui a-t-elle ôté toutes ses armes : non ! Car l'idée de justice sociale ne signifie pas seulement répartition plus égalitaire. Il ne suffit pas seulement de répartir plus justement ce qui sera produit. Avant de savoir comment on répartira, il faut savoir ce qui sera produit. Quel sera le critère et qui en décidera ? Désespérons-nous tellement de l'homme que nous acceptions de confier ce travail à quelques capitalistes et à quelques technocrates ? Comme nous l'expliquent ceux-ci, d'ailleurs, tout ne peut pas être fait en même temps. Il faut choisir entre les besoins "solvables" et les besoins immatériels profonds relevés par l'élévation du niveau de vie. Une civilisation fondée sur le profit et l'irresponsabilité peut, et elle l'a prouvé, parvenir à un "mieux être" ; elle ne peut prétendre à un "plus être". Il s'agit là, en fait, d'un véritable problème de Civilisation. Le Socialisme ne saurait être rien d'autre qu'une Société fondée sur la satisfaction des besoins fondamentaux de l'homme. Certains l'ont utilisé à d'autres fins, c'est vrai, et le devoir des socialistes est de le reconnaître pour mieux réaffirmer leurs principes. Et nous pensons que pour arriver à cette fin, il n'existe qu'une solution : la gestion du pouvoir économique par ceux qui font cette production.

Utopie ? Idéalisme ?

Les socialistes doivent tirer des leçons de ce qui vient d'être dit. Ils doivent en particulier abandonner leurs vieux slogans et leurs vieux mythes. Ils doivent utiliser leur compétence au service d'une alternative socialiste et ne pas laisser le privilège de la rationalité au système présent qui n'est pas une fatalité mais un ensemble de choix au service de certaines finalités, d'un certain modèle de vie, d'une certaine civilisation.

C o n c l u s i o n : Pour mieux connaître le régime Capitaliste dans lequel nous vivons, et compléter en particulier cette brève analyse (Problème de la Planification - Problème de la Politique des revenus - La nouvelle classe ouvrière - La nature du régime gaulliste)

.../...

voici une bibliographie sommaire :

"Stratégie ouvrière et Néo-capitalisme" GORZ - Au Seuil -

"Le gaullisme et la Gauche" S. MALLETT.

Les numéros spéciaux de "Frères du Monde" consacrés à une critique du Capitalisme. (Librairie de l'Université ou Librairie "La Source").

Nous reprendrons ces thèmes dans la Session d'études que la Section Etudiante du P.S.U. organise à QUETIGNY, les 5-6 février 1966 (Participation ouverte à tous).

La Fédération du P.S.U. lance à ce sujet un Centre d'Etude Socialiste, dont la première réunion aura lieu le MERCREDI 9 FEVRIER, Hôtel des Sociétés, sur le thème : "STRATEGIE OUVRIERE ET NEO-CAPITALISME".

Il ne suffit pas de dénoncer un système. Il faut surtout se persuader qu'un autre Régime est possible et améliorerait notre situation.

Notre prochain Journal portera donc essentiellement sur : "Le Contenu d'une Alternative Socialiste" (Liberté publique - Laïcité - Contre-plan).

-----ooOoo-----

Perspective socialiste

Journal des Etudiants PSU de Dijon

N° 2 - Janvier/Février 1966